

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/30158]

**16 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la commission de déontologie de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, l'article 134;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 2013 relatif au fonctionnement de la Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse visée à l'article 4*bis* du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu le « test genre » du 5 juin 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 juin 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juin 2018;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 166 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 7 novembre 2018;

Vu l'avis 64.774/2 du Conseil d'Etat donné le 19 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 septembre 2013 portant désignation des membres de la Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse;

Considérant l'arrêté ministériel du 4 février 2014 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Règles de fonctionnement**

**Article 1<sup>er</sup>.** La commission de déontologie de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, ci-après dénommée la commission de déontologie, a son siège à l'administration compétente.

**Art. 2.** La commission de déontologie se réunit sur convocation du président qui fixe la date, l'heure et l'ordre du jour de ses réunions.

La convocation est adressée aux membres au moins quinze jours avant la date de la réunion.

**Art. 3.** Le président dirige et coordonne les activités de la commission de déontologie.

Il est chargé des relations de la commission avec le Ministre et avec les personnes intéressées à la mission de la commission.

**Art. 4.** Le secrétariat et la conservation des archives sont assurés par l'administration compétente.

**Art. 5.** La commission de déontologie délibère valablement si la majorité de ses membres ayant voix délibérative est présente.

A défaut d'avoir réuni cette majorité, la commission peut, après une nouvelle convocation envoyée dans le respect des conditions prévues à l'article 2, délibérer valablement sur le même objet quel que soit le nombre de membres présents.

**Art. 6.** La commission de déontologie privilégie le consensus.

A défaut de consensus, les votes ont lieu à la majorité simple des votes exprimés.

En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

En l'absence de consensus, tout membre de la commission de déontologie, qu'il ait voix délibérative ou voix consultative, peut émettre une opinion divergente qui est annexée à l'avis.

**Art. 7.** La commission de déontologie rend son avis après avoir pris toutes les informations qu'elle estime nécessaires et après avoir entendu les personnes ou le service concernés qui en font la demande.

**Art. 8.** La commission de déontologie rend son avis dans les six mois qui suivent la demande. Ce délai peut être prolongé deux fois pour une période de trois mois, sur décision motivée.

Les avis sont communiqués par la commission de déontologie au ministre ainsi qu'aux personnes physiques ou morales concernées.

**Art. 9.** La commission de déontologie veille à ce que les avis ne comportent aucune mention permettant d'identifier les bénéficiaires de l'aide ou de la protection ni aucune mention du nom des personnes physiques ou services agréés qui apportent leur concours à l'exécution des décisions individuelles des autorités communautaires ou judiciaires.

**Art. 10.** Les avis rendus au cours de l'année par la commission de déontologie sont publiés annuellement sur le site de l'administration compétente.

**Art. 11.** La commission de déontologie établit son règlement d'ordre intérieur qui précise ses modalités de fonctionnement.

Elle soumet le règlement d'ordre intérieur et ses éventuelles modifications à l'approbation du Ministre.

**CHAPITRE 2. — Procédure de nomination des membres**

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre nomme les membres de la commission de déontologie.

Dans le mois qui suit la demande du ministre, les autorités, institutions, organisations et fédérations visés à l'article 133, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret lui adressent le nom de leur représentant.

§ 3. Si, en cours de mandat, un membre de la commission de déontologie démissionne ou cesse pour une raison quelconque d'en être membre, il est procédé à son remplacement selon la même procédure. Le membre ainsi nommé achève le mandat de la personne qu'il remplace.

§ 4. Les membres de la commission sont démissionnaires de plein droit en cas d'absence injustifiée à trois réunions consécutives.

**Art. 13.** Les membres de la commission de déontologie s'engagent à inscrire leur participation aux travaux de la commission de déontologie dans le respect des principes du décret.

**Art. 14.** Les membres de la commission exercent leur mandat gratuitement.

Ils perçoivent les indemnités pour frais de parcours et les remboursements des frais de transport aux mêmes conditions que le personnel de l'administration compétente, sur la base des pièces justificatives.

#### CHAPITRE 3. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

**Art. 15.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 2013 relatif au fonctionnement de la Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse visée à l'article 4bis du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est abrogé.

**Art. 16.** Les membres de la commission de déontologie désignés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 septembre 2013 portant désignation des membres de la Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse, modifié par les arrêtés ministériels des 6 mars 2014, 8 janvier 2015, 6 juillet 2015 et 3 novembre 2015, continuent de siéger jusqu'à la nomination des membres de la nouvelle commission sur la base du décret et du présent arrêté.

Le règlement approuvé par l'arrêté ministériel du 4 février 2014 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse continue à s'appliquer, dans la mesure où il est conforme au présent arrêté, jusqu'à l'adoption du nouveau règlement.

Le présent arrêté s'applique aux demandes d'avis qui sont en cours d'examen à la date de son entrée en vigueur.

**Art. 17.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Art. 18.** Le Ministre qui a la prévention, l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 janvier 2019.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice,  
des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
R. MADRANE

---

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/30158]

**16 JANUARI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, artikel 134;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 2013 betreffende de werking van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels voor hulpverlening aan de jeugd bedoeld in artikel 4bis van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op de 'gendertest' van 5 juni 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, 2e lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 juni 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 12 juni 2018;

Gelet op advies nr. 166 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 7 november 2018;

Gelet op advies nr. 64.774/2 van de Raad van State gegeven op 19 december 2018, in toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse van 30 september 2013 tot aanstelling van de leden van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels voor hulpverlening aan de jeugd;

Overwegende het ministerieel besluit van 4 februari 2014 tot goedkeuring van het intern reglement van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels voor hulpverlening aan de jeugd;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Werkingsregels*

**Artikel 1.** De Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, hierna de commissie voor deontologie genoemd, is gevestigd in de lokalen van het bevoegde bestuur.

**Art. 2.** De Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels komt samen op oproeping van de voorzitter die de datum, het uur en de agenda van de vergaderingen bepaalt.

De oproeping wordt minstens twee weken voor de datum van de vergadering verzonden naar de leden.

**Art. 3.** De voorzitter leidt en coördineert de activiteiten van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels.

Hij is belast met de relaties van de commissie met de Minister en met de betrokkenen van de opdracht van de commissie.

**Art. 4.** Het secretariaat en de bewaring van de archieven zijn de verantwoordelijkheid van het bevoegde bestuur.

**Art. 5.** De Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels beraadslaagt rechtsgeldig indien de meerderheid van de stemgerechtigde leden aanwezig is.

Kan niet met een dergelijke meerderheid worden vergaderd, kan de commissie, na een nieuwe oproeping met inachtneming van de voorwaarden zoals beschreven in artikel 2, wel rechtsgeldig beraadslagen over hetzelfde onderwerp, ongeacht het aantal aanwezige leden.

**Art. 6.** De Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels geeft de voorkeur aan de consensus.

Kan er geen consensus worden bereikt, vindt een stemming plaats met een eenvoudige meerderheid van de uitgebrachte stemmen.

Bij eenparigheid van stemmen is de stem van de Voorzitter doorslaggevend.

Kan er geen consensus worden bereikt, mag elk lid van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels, ongeacht of hij een beslissende of raadgevende stem heeft, een afwijkend standpunt geven dat dan aan het advies wordt toegevoegd.

**Art. 7.** De Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels geeft haar advies na het inwinnen van alle inlichtingen die ze noodzakelijk acht na het horen van de betrokken personen of diensten die hierom verzoeken.

**Art. 8.** De Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels geeft haar advies binnen de zes maanden die volgen op het verzoek. Deze termijn kan, met een gemotiveerde beslissing, twee keer worden verlengd met drie maanden.

De Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels geeft dan haar adviezen aan de minister en aan de betrokken natuurlijke of rechtspersonen.

**Art. 9.** De Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels moet ervoor zorgen dat de adviezen geen gegevens bevatten aan de hand waarvan de begunstigen van de hulp of bescherming kunnen worden geïdentificeerd, noch de namen van natuurlijke personen of erkende diensten vermelden, die steun verlenen aan de uitvoering van individuele beslissingen van de gemeenschaps- en gerechtelijke overheden.

**Art. 10.** De adviezen die de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels geeft tijdens het jaar worden elk jaar gepubliceerd op de website van het bevoegde bestuur.

**Art. 11.** De commissie voor advies inzake ethische gedragsregels stelt een intern reglement op met daarin de werkingsmodaliteiten.

Ze legt het intern reglement met de eventuele wijzigingen ter goedkeuring voor aan de minister.

#### HOOFDSTUK 2. — *Procedure voor benoeming van de leden*

**Art. 12.** § 1. De minister benoemt de leden van de voor de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels.

Binnen de maand die volgt op het verzoek van de minister bezorgen de autoriteiten, inrichtingen, organisaties en federaties bedoeld in artikel 133, lid 1, van het decreet hem de naam van hun vertegenwoordiger.

§ 3. Indien een lid van de commissie voor advies inzake ethische gedragsregels, tijdens zijn mandaat, ontslag neemt of voor om het even welke reden niet langer lid is, wordt dit lid vervangen volgens dezelfde procedure. Het aldus aangestelde lid voleindigt het mandaat van de persoon die hij vervangt.

§ 4. De leden van de Commissie worden van rechtswege ontslagen wanneer ze drie opeenvolgende vergadering ongewettigd afwezig zijn.

**Art. 13.** De leden van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels verbinden zich er met inachtneming van de principes van het decreet toe om deel te nemen aan de werken van de Commission voor advies inzake ethische gedragsregels.

**Art. 14.** De leden van de commissie oefenen hun mandaat kosteloos uit.

Ze ontvangen op voorlegging van bewijsstukken wel een vergoeding van de gemaakte kosten en de transportkosten volgens dezelfde voorwaarden als het personeel van het bevoegde bestuur.

#### HOOFDSTUK 3. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 15.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 2013 betreffende de werking van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels voor hulpverlening aan de jeugd bedoeld in artikel 4bis van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de hulpverlening aan de jeugd wordt opgeheven.

**Art. 16.** De leden van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels aangesteld door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 september 2013 tot aanstelling van de leden van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels voor hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd door de ministeriële besluiten van 6 maart 2014, 8 januari 2015, 6 juli 2015 en 3 november 2015, blijven zetelen tot aan de benoeming van de leden van de nieuwe commissie op basis van het decreet en het onderhavige besluit.

Het reglement goedgekeurd door het ministerieel besluit van 4 februari 2014 tot goedkeuring van het intern reglement van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels voor hulpverlening aan de jeugd blijft van toepassing, op voorwaarde dat het in overeenstemming is met onderhavig besluit, tot wanneer het nieuwe reglement wordt aangenomen.

Onderhavig besluit is van toepassing op adviesaanvragen die worden onderzocht op de datum waarom het in werking is getreden.

**Art. 17.** Onderhavig besluit heeft uitwerking met ingang vanaf 1 januari 2019.

**Art. 18.** De Minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 januari 2019.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen,  
Sport en de Promotie van Brussel,

R. MADRANE

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/40499]

### 16 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, l'article 128 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 mai 1991 relatif au fonctionnement du Conseil communautaire de l'Aide à la jeunesse ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1991 relatif aux indemnités allouées aux membres du Conseil communautaire de l'Aide à la jeunesse ;

Vu le « test genre » du 5 juin 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 juin 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juin 2018 ;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 167 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 7 novembre 2018 ;

Vu l'avis 64.772/2 du Conseil d'Etat donné le 19 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 2014 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse ;

Considérant l'arrêté ministériel du 4 février 2014 portant désignation des membres du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse ;

Sur la proposition du Ministre de l'aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Règles de fonctionnement

**Article 1<sup>er</sup>.** Le conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, ci-après dénommé le conseil, a son siège à l'administration compétente.

**Art. 2.** Le conseil se réunit sur convocation du président qui fixe la date, l'heure et l'ordre du jour de ses réunions.

La convocation est adressée aux membres au moins huit jours calendrier avant la date de la réunion.

Le président est tenu de convoquer le conseil à la demande du ministre ou d'un tiers au moins des membres.

**Art. 3.** Le président dirige et coordonne les activités du conseil.

Il est chargé des relations du conseil avec le Ministre et avec les personnes intéressées aux différentes missions du conseil.

**Art. 4.** L'administration compétente est chargée de la conservation des archives.

**Art. 5.** Le conseil délibère valablement si la majorité de ses membres ayant voix délibérative est présente.

A défaut d'avoir réuni cette majorité, le conseil peut, après une nouvelle convocation envoyée dans le respect des conditions prévues à l'article 2, délibérer valablement sur le même objet quel que soit le nombre de membres présents.

**Art. 6.** Le conseil recherche le consensus.

A défaut de consensus, les votes ont lieu à la majorité simple des votes exprimés.

En l'absence de consensus, l'avis du conseil mentionne les différents avis minoritaires, leurs motivations et le nombre de votes qu'ils ont recueillis.